

sont tous capables—experts de chemin de fer ou financiers—qui peuvent rendre de bons services au pays. Seulement, il faut les aider.

Cela ne m'étonne pas que la gauche exprime des doutes touchant l'attitude du Canada dans cette affaire de l'exploitation par l'Etat, car je trouve le principal organe libéral de la ville de Québec franchement hostile à la nationalisation des chemins de fer. Je crois avoir le droit de prendre pour acquis que le "Soleil" parle au nom du parti que représentent les honorables députés de la gauche et ce journal se prononce carrément contre l'achat du Grand-Tronc, qui constitue une partie essentielle de tout plan harmonieux et efficace visant à la nationalisation des chemins de fer.

M. PARENT: L'honorable député voudra-t-il me dire de quel journal il cite et qui est responsable de la traduction?

M. HOCKEN: Je cite une traduction parue dans la "Gazette" de Montréal. L'honorable député en est-il satisfait?

M. PARENT: Quelle en est la date?

M. HOCKEN: Malheureusement je n'en ai pas la date; c'est un mardi.

M. PARENT: Vous devriez parler plus clairement.

M. HOCKEN: J'ai découpé cet extrait de la "Gazette"; le voici:

Il paraîtrait incroyable qu'à l'heure actuelle, lorsque le Canada est ployé sous le fardeau d'une dette énorme et trouve difficile de rencontrer ses engagements financiers, et surtout lorsque nous sommes obligés de faire un emprunt additionnel de \$350,000,000...

M. PARENT: Ce doit être une mauvaise traduction.

M. le PRESIDENT: A l'ordre.

M. HOCKEN: Je ne suis pas responsable de la traduction. Je la lis au comité telle que je la trouve.

... afin de faire face à nos obligations de guerre, et lorsque nous avons devant les yeux la malheureuse expérience des Etats-Unis dans leur régime des chemins de fer, on ose parler d'acheter le réseau du Grand-Tronc, augmentant par là notre dette publique de plusieurs cents millions de dollars de plus qu'elle est actuellement.

Voilà l'attitude du principal organe libéral de la province de Québec et elle est bien conforme à la position que prennent la plupart des orateurs de la gauche. Autant que je puis en juger, l'achat du Grand-Tronc est indispensable à toute entreprise qui a pour but de rendre profitable ce que nous détenons à l'heure actuelle, et j'espère que le Gouvernement en fera l'acquisition. Le

Grand-Tronc dans l'Ontario et le Québec, relié au Nord-Canadien dans les provinces de l'Ouest deviendra un réseau transcontinental supérieur à celui du Pacifique-Canadien. Si le parti que représentent les honorables députés de la gauche avait suivi cette politique au lieu de jeter \$550,000,000 dans une autre voie transcontinentale nous ne serions pas dans le dilemme où nous nous trouvons aujourd'hui et peut-être le Grand-Tronc serait-il encore maintenu sous le régime de l'exploitation particulière. Mais cette entreprise comptait parmi ses adhérents des hommes qui croyaient prévoir pour ce projet un avenir tout rose. Nous savons quel triste désappointement ils ont souffert. Il y avait aussi certaines gens qui voyaient là une bonne occasion de se créer une plus grande réputation. De sorte que le projet a été mis à exécution aux frais du pays et nous nous trouvons nécessairement dans notre position actuelle par la force des circonstances. Je me lève dans cette Chambre pour me proclamer en faveur de l'exploitation par l'Etat et de la nationalisation des chemins de fer, et j'espère qu'un jour viendra où le Pacifique-Canadien, comme tous les autres, passera à la possession de l'Etat. Les réseaux que nous possédons aujourd'hui doivent être établis sur une base solide, et ce qui s'impose maintenant c'est l'acquisition du Grand-Tronc et sa fusion avec le réseau des chemins de fer nationaux. Une fois cela accompli, nous pourrions délibérer pour établir jusqu'où nous irons.

M. SINCLAIR (Guysborough): Je dirai à l'honorable député qui vient de reprendre son siège que la question, telle qu'interprétée par quelques-uns d'entre nous, se pose comme un conflit entre le régime de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat et celui de l'exploitation par Mackenzie et Mann. Nous, députés de la gauche, favorisons l'étatisme, mais nous voulons un étatisme véritable et franc, libre de toute influence venant de Mackenzie et Mann. L'honorable député et certains de ses collègues semblent favoriser un genre particulier d'exploitation par l'Etat sous les ordres de Mackenzie et Mann, mais, de ce côté de la Chambre, nous sommes absolument opposés à un tel projet. Il y a déjà assez longtemps que luttant avec mon honorable ami le ministre intérimaire de la Justice pour tenter d'obtenir quelque amélioration, nous discutons ce bill, mais le ministre ne nous a fourni aucun renseignement et il a refusé d'accorder son attention à aucune des propositions que nous avons soumises. Ce projet de loi renferme plusieurs articles auxquels nous nous opposons d'une ma-